N° 139 — 22e Année

LE NUMERO CINQ CENTIMES

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

Mercredi 8 Juin 1910

REDACTION :
ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13, près de théâtre du Fontenoy. — (Téléphone 051)
TOURCOING, rue Varin, 53. (Téléphone 154)

Siège administratif :
Rue de Béthune, 27, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS :
Roubaix-Tourcoing :
Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 18 fr.
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 5 francs — Un an : 20 francs
Les abonnements partent du 1er et du 15 de chaque mois et sont payables d'avance

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. —

Les annonces seront reçues aux bureaux du Journal ; à Paris, dans nos bureaux 30, rue Taitbout.

TÉLÉPHONE
A ROUBAIX : N° 051 | A TOURCOING : N° 1574
A LILLE : N° 97

LA JOURNÉE

— Un tremblement de terre a fait des victimes et a causé des dégâts considérables en Italie.

— L'orage qui s'est abattu sur Lille et la région, a causé ailleurs des pertes énormes; à Cologne, des maisons ont été inondées, d'autres se sont écroulées ,et on compte un mort et des blessés.

— La circulation par les chemins de la compagnie du Nord fut calme.

OPINIONS

GUESDE ET SES AMIS

Jules Guesde et ses amis s'en sont allés évangéliser la Crau et les pentes de l'Estaque. Aux ambitions vulgaires les heures de la période électorale suffisent pour la propagande. Aux grandes ambitions nul repos ne convient. Dès le 30 mai, nos guesdistes avaient repris la campagne.

La presse n'a pas fait à leur dernière mission les honneurs qui lui étaient dûs. Ni les socialistes, ni les radicaux, ni les autres, n'ont voulu ni se attirer l'attention sur cette réunion de Marignans où, au dire du *Temps*, trois cents délégués du canton des Martigues ont banqueté sous la présidence du député de Roubaix.

« M. Jules Guesde, raconte notre grand confrère du soir, a prononcé un discours indiquant la politique qu'auraient, suivant lui, à observer les 76 élus du groupe socialiste à la Chambre.

« Qu'elles soient présentées par les radicaux ou par d'anciens socialistes, comme MM. Briand ou Viviani, les réformes sont, pour l'orateur collectiviste, une *assiette vide*, un *verre vide*. Elles n'apportent rien aux travailleurs que des déceptions. C'est pourquoi les socialistes ne sauraient y collaborer au Parlement ; au contraire, ils doivent en faire impitoyablement la critique. S'ils sont appelés à les voter, c'est en faisant les plus expresses réserves et seulement après avoir présenté leurs propres projets ». On le voit, dans ce premier couplet de son développement oratoire, Jules Guesde a fort bien trouvé, au milieu des coupes, l'image destinée à horrifier ces braves *Martigaux* ; il leur a montré toute l'inanité des réformes ; un verre vide. Un verre vide ! si au dehors la grand soleil qui terrélisait la Crau ! Jamais propos de table ne fut mieux adapté à une situation politique et climatérique.

Si les réformes sont inutiles, à quoi bon s'aller à des réformateurs et Jules Guesde qui prend un nouvel avantage sur les jaurésistes qu'il a fait condamner naguère à Amsterdam, par l'*Internationale*, pourrait, inexorable :

« En aucune circonstance, les élus socialistes ne sauraient soutenir un gouvernement ; ils doivent montrer, par leur opposition incessante, que le parti socialiste est avant tout un parti de classe, opposé à toutes les fractions de la bourgeoisie ».

Ce deuxième couplet résume les discours antérieurs de l'orateur prononcés à Amsterdam, en 1904, et à Chalon en 1905. Jules Guesde préconise l'abstention « pratiquement » et « théoriquement ». Il ne veut pas d'alliances avec les fractions de la bourgeoisie, ce qui n'interdit pas d'ailleurs à certains guesdistes de rapprocher, dans des circonscriptions connues, l'étendard rouge du P. O. F. de la bannière fleurdelysée, mais cette dernière n'étant pas aux mains de bourgeois, l'alliance peut être conclue, sans accroc à la doctrine.

C'est le parti radical principalement qui est l'ennemi.

« Le parti radical est un parti de réaction, comme les autres ; depuis dix ans qu'il est au pouvoir, il a prouvé son impuissance, la stérilité de ses projets, au même temps qu'il s'est montré impitoyable pour les ouvriers et les paysans revendiquant leurs droits ». Donc, sus au parti radical ! Contre lui tout est permis, les coalitions de tous genres sont licites.

Deux orateurs de moindre importance ont souligné l'intention du Maître, l'un « célébré » la fin définitive du bloc » et l'autre, après une charge furieuse et passionnée contre la franc-maçonnerie et les radicaux, a expliqué ses idées sur le monopole de l'enseignement : « Nous ne voulons pas, a-t-il déclaré, livrer le cerveau des enfants aux curés de la laïque ». Ce brave guesdiste aura l'occasion prochaine de dire, à la tribune de la Chambre, quels sont les curés auxquels il préfère livrer le cerveau des enfants. M. de Falloux et ses amis, hostiles comme les guesdistes, aux « anti-curés » — les instituteurs — préféraient, les vrais curés. C'était leur droit. Nous verrons bien, d'ici peu, ce que les gens de l'enfance que leur témoignent les socialistes unifiés.

La fête de Marignene méritait donc d'être connus. Il ne faut pas que l'oubli sur une manifestation aussi significative, il y a quelques années — au lendemain de l'unification — lorsqu'un signataire le « style » un peu troublant de certains articles guesdistes à d'anciens compagnons de nos luttes, à d'anciens adhérents du parti socialiste français, ils haussaient les épaules et disaient : « Ce sont les derniers marmonnements du guesdisme. Cela ne compte pas, cela ne compte plus ! »

Erreur ! Cela comptait ; cela compte. Il n'y a même plus que les guesdistes qui comptent. Ils laissent les autres socialistes s'agiter, se remuer, conférencier, faire des campagnes, écrire des articles, eux, ils *manœuvrent*. Ils sont même les seuls manœuvriers du parti. Ils ont imposé aux autres socialistes l'abandon de la délégation des gauches ; ils ont imposé la lutte contre les radicaux ; ils ont rendu inéluctable cette lutte. Ce lut le sens d'une proposition faite à Chalon, par un guesdiste, Cachin, qui s'en alla aussitôt engager la bataille contre Lafferre, à Béziers. Guesde a voulu que les 7 candidatures socialistes naissent surtout là où il y a une intense vie ouvrière sociale et politique, un commencement d'affranchissement intellectuel des travailleurs ».

Les socialistes qui n'aiment pas la tactique d'Uzès — et ils sont nombreux — avaient après Amsterdam et Chalon un choix à faire. Ils l'ont fait. Ils ont préféré se donner un maître qui de conserver des alliés. C'est leur affaire. Mais pour notre édification, il convient de savoir que le guesdisme a absorbé le socialisme.

Albert MILHAUD.

POLITIQUE ETRANGERE

Hors des Frontières

Il faut souhaiter que le nouveau roi d'Angleterre suive les exemples de son père, qui fut un sage. Il faut exprimer les mêmes soubaits pour le nouveau roi des Belges et pour plusieurs autres qui sont arrivés depuis peu à la tête des grandes affaires d'Europe. Ces jeunes gens ne sont peut-être pas inspirés tous les jours par une expérience profonde de l'histoire ni par le respect de la conduite paternelle, ai ainsi l'on doit reconnaître que le roi des Belges vient de commencer par un acte que Léopold n'aurait pas accompli si qui tend à changer la direction politique de la Belgique.

Ce qui nous exprimons ainsi traduit fidèlement l'opinion et les sentiments des Français, qui suivent avec une tension d'esprit ardente les événements de la politique extérieure. On a bien souvent critiqué le vieux roi Léopold, il prêtait aux reproches par plus d'un point ; qui sait s'il ne tirait pas le meilleur parti qui se puisse tirer à notre époque des extraordinaires conditions d'une existence de roi ?

Au moins, celui-là fut fidèle, dans la mesure où il le pouvait, à une certaine pensée libérale et à un certain équilibre européen, vers lesquels convergent toutes les consciences éclairées. Au moins, celui-là n'oublia pas ce que la France a fait pour la noble et vaillante petite Belgique, et que, même amoindrie, même blessée, la France reste toujours le guide et l'inspiratrice de l'opinion, des tendances et des vœux de la Belgique pensante.

Il semblait tout naturel, tout lediqué, que le roi Albert ouvrirait la série de ses visites aux chefs d'Etat par une visite à la France, comme à la sœur aînée et presque à la seconde patrie. Cette démarche n'avait pas besoin de commentaires, elle s'expliquait d'elle-même. Tandis que la visite à Postdam demande au contraire des explications que l'on s'empresse de fournir un peu abondamment.

La mort du roi Edouard et la rencontre des souverains à ses funérailles ont été les causes de ce changement de programme aux visites officielles du roi Albert. Il a rencontré l'empereur Guillaume II et l'on sait comme l'empereur allemand est un séducteur d'hommes, plein d'amabilités et de grâces enveloppantes, ce qui est toujours facile pour les gens qui ont un grand pouvoir ; la moindre attention de leur part est estimée d'un prix infini par le vulgaire et le moindre de leurs gestes a une force d'attraction irrésistible !

L'indisposition de l'empereur serait encore été un moyen opportun et facile d'ajourner la visite promise ; mais le roi des Belges, impatient de porter ses hommages à l'Empire, et sans attendre le rétablissement de Guillaume II, s'est trouvé assez heureux et assez honoré d'être reçu par le prince impérial.

Ensuite, quel contraste entre les paroles lernes et décolorées, froidement officielles du prince héritier, et l'effusion du monarque belge, un peu éblouï de recevoir de si près les rayons de l'astre allemand ! J'aurais été curieux de savoir sur tout cela le sentiment de M. Paul Deschanel, à qui j'ai emprunté le titre de cet article. Dans son livre : « Hors des frontières », M. Paul Deschanel a réuni avec le tact, la prudence et tout le patriotisme qu'on lui connaît, ses observations sur la dernière période de la politique extérieure.

Il faudra attendre l'un de ses prochains discours à la Chambre française et son prochain livre pour connaître ce qu'il pense de l'évolution actuelle de la politique européenne.

L'accord de l'Angleterre, de la Russie et de la France, reste toujours et plus que jamais la condition primordiale de la paix du monde. Mais la pression volontaire et continue de l'Allemagne en toutes choses, loin de s'atténuer dans une pensée générale de paix et de civilisation, ne fait que s'augmenter chaque année.

Hector DEPASSE,
Député de la Seine.

Le PROGRES DU NORD et l'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING répondent gratuitement par la voie du journal à toute demande de renseignements concernant les accidents du travail.

CHRONIQUE

A LA GLOIRE DE PASTEUR

Il serait irrespectueux et ingrat de ne pas, lors de l'inauguration, à l'Ecole Normale, de la statue de Pasteur ait donné à la mémoire de l'illustre savant un regain d'actualité. L'humanité, à aucune période de son développement ultérieur, ne pourra oublier un tel bienfaiteur. Mais nous approchons précisément du vingt-cinquième anniversaire de la guérison de la rage : octobre 1885. Et il n'est pas inutile de rappeler cette date, qui fut pour Paris d'abord, puis pour la France et le monde entier une date de fête et d'espérance.

Avec quelle rapidité l'étude de cette maladie avait été menée par Pasteur ! Certes, il s'occupait depuis longtemps de la virulence et du microbisme. Les tuées qu'il avait eues à soutenir à ce propos contre presque tous ses collègues de l'Académie des Sciences sont restées célèbres. Mais c'est en décembre 1880 seulement qu'il s'attaqua directement à la question, sollicité qu'il était par le docteur Langlebonge, au sujet d'un enfant enragé qu'on soignait à l'hôpital Trousseau. Un mois après, Pasteur faisait sa première communication à l'Académie. Il y prévoyait qu'on parviendrait sans doute à « atténuer le virus de cette terrifiante maladie, pour la faire servir ensuite à en préserver les chiens et puis l'homme lui-même, qui ne contracte jamais ce mal affreux que par les caresses ou la morsure d'un chien enragé. »

On avait considéré cela comme une promesse. Pasteur devait bientôt la tenir.

Au bout d'un an, il disait, en commentant le cas de quatre chiens complètement réfractaires à l'inoculation : « Le but est éloigné, mais on peut espérer l'atteindre. » Le 24 février 1884, il annonce les premiers résultats probants d'atténuation, par le passage du virus à travers plusieurs espèces animales. La était la trouvaille géniale ! Elle ne tarda pas à donner des résultats magnifiques : les chiens purent être immunisés à coup sûr.

Mais Pasteur n'avait encore traité aucun homme. Le 6 juillet 1885, trois Alsaciens arrivèrent à son laboratoire de l'Ecole Normale, que décrivait hier M. Jules Tannery. Parmi eux, le petit Joseph Meister, âgé de neuf ans, mordu l'avant-veille par un chien enragé aux mains, aux bras, aux cuisses.

Quelle émotion dut éprouver le savant, lorsqu'il inocula pour la première fois de la moelle rabique desséchée, et qu'il poussa du doigt le piston de la seringue Pravaz ! Chaque matin, il recommença, augmentant la virulence du vaccin. Pasteur attendit trois mois pour se proclamer qu'une guérison assurée. En octobre, il déclara, avec sa simplicité merveilleuse : « Meister a échappé non seulement à la rage que ses blessures auraient développée, mais à celle que je lui avais inoculée, plus virulente que celle des rues ; car depuis un moment, le sang ne renferme plus de vaccin. »

Six mois après, le nombre des guérisons s'élevait à 349. Pasteur proposait la fondation de l'Institut antirabique. Et le produit des souscriptions monta en quelques jours jusqu'à deux millions et demi.

La mortalité de la rage, — 20 % pour celle des chiens, 70 % pour celle des loups, — tomba d'un seul coup à 1,40 %.

Trois ans plus tard, 7.000 mordus avaient été traités ; 71 seulement avaient succombé. Sans Pasteur, on aurait eu à compter plus de 1.500 morts.

Voilà des anniversaires comme il nous en faudrait beaucoup.

F. ROBERT-KNAP.

QUESTIONS SCOLAIRES

INEGALITÉS ODIEUSES

Théorie et pratique. — L'enseignement complet monopole de l'aisance. — Un axiome non énoncé. — Effort vigoureux indispensable.

Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit, proclame le premier article de la Déclaration des Droits de l'Homme. En réalité, cette formalité n'exprime pas ce qui est mais ce qui devrait être car les hommes ne naissent et ne demeurent ni libres, ni égaux en droits.

Nous ne sommes pas de ceux qui sont hantés par des idées étroites de nivellement absolu, nous savons qu'il ne peut y avoir d'égalité parfaite, mais nous estimons qu'il est inique que les enfants soient, par le seul hasard de la naissance, placés dans l'une ou l'autre catégorie. Deux enfants viennent de naître, l'un de famille riche, l'autre de famille pauvre. Que les parents restent séparés par des différences de condition sociale qui ne peuvent s'effacer immédiatement, il nous faut bien l'admettre car nous ne saurions l'empêcher, mais les enfants ? Est-il indispensable qu'ils soient à leur tour, dès leur berceau, soumis à deux éducations différentes, façonnés et prédestinés à deux modes d'existence qui divisent, dès l'entrée, d'infranchissables barricades ? Nous ne le pensons pas ; nous ne voulons pas qu'il y ait des cloisons étanches entre les diverses catégories de citoyens, au contraire de vastes points de contact qui, en leur permettant de se connaître mieux, seraient de nature à faire disparaître bien des préjugés, à apaiser bien des conflits.

Or aujourd'hui, de même qu'il y a deux classes d'hommes, il y a deux classes d'enfants : le droit à l'instruction, pour les uns, s'arrête à la fin de l'enfance, vers douze ans, pour les autres, il se prolonge jusqu'à la fin de l'adolescence. Cette distinction, basée uniquement sur les ressources des parents, nous semble inique et le moment paraît venu de remplacer ce système par un régime plus équitable.

L'immense majorité des Français accepte cet axiome qui cependant n'est formulé nulle part que, dans ces pays, il y a deux jeunesses, l'élite et la masse. L'élite se compose de deux à trois cent mille enfants qui reçoivent une éducation intellectuelle complète, la masse comprend cinq ou six millions d'enfants dont l'instruction, au supposant qu'elle leur soit réellement donnée, ira jusqu'à savoir lire, écrire et compter ; entre elles il n'y a qu'un seul mode de différenciation, l'argent ! Entrent d'office dans la première catégorie les enfants dont les familles peuvent faire les frais de ces longues études, restent d'office dans la seconde, les enfants des pauvres. Rien de plus simple que ce mécanisme social pour perpétuer, d'une génération à l'autre, l'inégalité fondée sur la fortune et cependant, la multitude des enfants du peuple, des enfants d'ouvriers et de paysans, offre au moins autant d'esprits ouverts, de cerveaux susceptibles d'une culture approfondie que la catégorie bien plus restreinte des fils et des filles de la classe privilégiée. La vérité, qu'il faut dire crûment, c'est que, sur les enfants des travailleurs, outre les conditions toujours défavorables, parfois déplorables dans lesquelles ils grandissent, pèse la dure nécessité de gagner leur vie prématurément.

Certes l'œuvre scolaire de la troisième République est considérable, mais il nous faut continuer l'entreprise des Jules Ferry et des Paul Bert. Il importe en effet d'organiser les écoles de façon à permettre à toutes les intelligences, à toutes les dispositions heureuses de se manifester, à tous les efforts conjuns de porter leurs fruits naturels. Le devoir de la République, après avoir proclamé maintes fois sa volonté de permettre à tous d'aspirer à un développement intellectuel intégral, est de veiller à ce que certaines égoïsmes habiles n'arrivent pas à enrayer son évolution par la confection de programmes d'études constituant de véritables monopoles au profit de certaines catégories sociales. C'est un point sur lequel il importe de concentrer les efforts et la tâche sera rude car les intérêts sont toujours habiles lorsqu'ils travaillent pour leur défense.

BERTAL.

M. GUSTAVE DRON

Vice-Président de la Chambre

Ainsi qu'on le verra d'autre part, M. Gustave Dron, député-maire de Tourcoing, vient d'être élu vice-président de la Chambre.

Ce vote, auquel nous applaudissons de tout cœur, est un hommage rendu à l'un des plus éminents parlementaires du Nord et à l'un des hommes qui, par leur haute probité politique et leur laborieux persévérant, honorent le plus notre représentation nationale.

Député de ce département depuis 1889, M. Dron occupe à la Chambre une place considérable. Président de la Commission des Mines, il fut également président de cette grande Enquête sur l'industrie textile qui parcourut tous les centres ouvriers de France et put recueillir sur la condition des travailleurs et la situation de l'industrie textile des documents du plus haut intérêt, dont la somme n'occupe pas moins de quatre gros rapports parlementaires.

M. Dron est vice-président du Conseil Supérieur d'Hygiène et d'Assistance Publiques ; il fait en outre partie de la commission des « douze » chargée de décerner les prix attribués par la fondation Carnegie aux actes d'héroïsme et de courage.

Son inlassable labeur, sa compétence éprouvée notamment pour tout ce qui concerne les questions sociales, lui ont conféré à la Chambre et auprès des gouvernants une légitime autorité.

C'est cette autorité que ses collègues ont voulu reconnaître en nommant hier M. Dron leur vice-président, en même temps qu'ils rendaient hommage à vingt-cinq années d'un dévouement incessant au service de la cause démocratique et sociale.

Avec nous, tous les républicains du Nord se réjouiront de cette élection.

ECHOS

Odontalgie.

Sur la promesse d'une « extraction sans douleur », miss Lucy Sharples avait confié au mâchoire au médecin-dentiste William Jackson.

Mais il arriva, paraît-il, que cette promesse ne fut pas absolument tenue.

Lors, la patiente assignait le praticien devant les juges de Preston, qui viennent de le condamner à 975 fr. de dommages-intérêts.

Personne, sous pareil risque, ne consentira plus à déraciner une molaire. Et ce sont les dentistes eux-mêmes qui nous conseilleront désormais :

Vaut mieux s'la fair' plomber
Que d' s' la faire arracher.

Ce que gagnent les Boxeurs.

Jim Jeffries, qui fut champion du monde de la boxe et s'était retiré du ring, ne veut pas que ce titre soit gardé par le nègre Jackson ; il a donc provoqué ce dernier en un match qui sera disputé prochainement en Amérique.

Savez-vous ce que toucheront ces champions ? Voici :

Jeffries touchera exactement, s'il est vainqueur, 2.960.000 francs en primes, prix, exhibitions, etc. Jack Johnson, s'il conserve son titre, 1.750.000 fr. Si le premier est battu, il perdra la gloire, mais encaissera 1.650.000 francs. Quant à Johnson, gagnant ou perdant, il touchera la même somme.

Comme on voit, les boxeurs savent « encaisser »...

L'ESPRIT DE TOUS

Calino, homme de science !

On parlait devant lui d'un ami qui a huit frères.

— Huit frères ! s'écrie-t-il ; alors, s'il a huit frères, chacun de ses frères a huit frères aussi, ce qui fait 64. C'est impossible !...

La terre tremble à nouveau EN ITALIE

Des villes sont en partie détruites. — La population, prise de panique, campe en plein air. — On compterait jusqu'à présent une soixantaine de morts. — Les dégâts matériels sont considérables.

Hier matin, peu après trois heures, une secousse de tremblement de terre a été ressentie dans la Campanie et la Basilicate, notamment à Avellino, Naples et Potenza. Voici les dépêches qui nous sont parvenues hier après-midi à ce sujet :

Potenza, 7 juin.

A 3 h. 5, une secousse de tremblement de terre a été ressentie dans la province tout entière. Les dégâts sont très importants.

A San-Fele, il y aurait cinq morts.

Avellino, 7 juin.

Une forte secousse a été ressentie à 3 h. 7. La population a quitté les habitations. On ne signale toutefois aucun dégât dans la ville. Mais le maire de Calitri annonce que vingt morts ont été retirés des décombres. La plupart des maisons sont lézardées.

Le quartier de Castello a été détruit.

La population campe en plein air.

Avellino, 7 juin.

Dans la commune de Valiata, de nombreuses maisons sont endommagées, plusieurs se sont écroulées ; il y a un mort et plusieurs blessés.

Dans la commune de Sarnitio, de nombreuses maisons sont très endommagées. L'église est en danger.

A Lioni, dégâts moins importants.

A San-Andrea Conza, quelques maisons se sont écroulées, mais il n'y a aucune victime.

Naples, 7 juin.

La secousse a été ressentie également à Portici et dans toute la région du Vésuve. La panique a été très vive mais il n'y a pas de victimes, ni de dégâts sérieux.

Castellamare, 7 juin.

La secousse qui s'est produite ce matin a causé des dommages aux maisons et aux églises. Une femme a été grièvement blessée. Six autres personnes ont été contusionnées.

Rome, 7 juin.

Le conseil des ministres a décidé que le ministre des travaux publics se rendra immédiatement dans les provinces d'Avellino et de Potenza.

M. Luzzatti a envoyé 50.000 lire.

Au ministère de l'intérieur, où siège en permanence le sous-secrétaire d'Etat, on déclare que les nouvelles parvenues jusqu'à neuf heures du matin disent que le tremblement de terre avec dommages graves ne serait limité à quelques communes de la province d'Avellino.

L'émotion en Italie

Rome, 7 juin.

Les nouvelles qui arrivent de la région d'Avellino sont de plus en plus alarmantes. Le village de San-Fele, près de Potenza, est complètement détruit. Le nombre des morts déjà connu est de 30.

Il règne à Rome une grande émotion. Les éditions spéciales des journaux s'enlèvent.

A Naples, la panique a été terrible. Depuis quatre heures du matin, des milliers d'habitants se sont réfugiés sur le port et sur les places. Des aéroplanes de secours sont partis de Naples vers les régions ravagées.

Le ministre des travaux publics est parti pour Avellino.

Le roi est parti en automobile à midi avec le général Brasati vers Avellino.

LES CHEMINOTS DU NORD S'AGITENT

Les mécaniciens et chauffeurs de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord sont à la veille de se mettre en grève, à en croire l'ordre du jour qu'ils ont voté lundi soir à Paris, au cours d'une réunion qui a pris fin après minuit.

Les causes du conflit

MM. Toffin, secrétaire général de la Fédération des mécaniciens de France, et Ricard, secrétaire des mécaniciens du groupe Paris-Nord, exposent ainsi les causes du conflit.

— Nos réclamions depuis longtemps, disent-ils, une augmentation de salaires. Nous avions fait plusieurs démarches chez l'ingénieur en chef en pure perte, d'ailleurs. C'est alors que nous décidâmes d'adresser une demande d'audience au comité de direction, qui nous reçut cet après-midi, entre deux et quatre heures, assez courtoisement.

Nos revendications sont au nombre de quatre. Les voici :

1° Augmentation des salaires. — Nos salaires n'étant plus en proportion de la cherté des vivres, des loyers, etc., nous réclamons une augmentation de vingt-cinq francs par mois pour tous les mécaniciens et chauffeurs, sans distinction de classes ;

2° Prime. — Une prime égale minimum de quatre-vingts francs par mois pour les mécaniciens supplémentaires, et cent cinquante francs par mois pour les titulaires ;

3° Indemnité de résidence. — Nous n'avons pas fixé le taux de l'indemnité de loyer, laissant ce soin au Comité de direction ;

4° Carte de circulation. — Une carte de circulation sur le réseau du Nord pour tous les agents en service.

La réponse de la Compagnie

— Nous avons donc soumis ces quatre revendications au comité de direction, continue M. Toffin, et voici ce qu'on nous répondit :

« — Il est impossible d'accorder aux mécaniciens et chauffeurs l'augmentation qu'ils réclament. Cela coûterait six millions de plus par an à la Compagnie, et, indépendamment de cette somme considérable, il faudrait relever les salaires de tout le personnel, d'où un déficit énorme.

« Quant à la question de la prime fixe, nous l'étudierons, et il y aurait peut-être moyen de faire quelque chose.

« Pour ce qui est de l'indemnité de résidence, la question est toute autre. Nous concevons parfaitement que les mécaniciens et chauffeurs détachés à Paris ou dans la banlieue ont un loyer supérieur à leurs camarades des autres dépôts du réseau. Ce que nous pourrions faire pour les premiers, il nous serait impossible de l'accorder aux autres.

« Enfin, la carte de circulation prolongerait des abus. On voyagerait trop. Nous donnerons des permis, mais pas de carte permanente. »

Ayant entendu ces déclarations, un délégué, au nom de ses collègues, répondit :

— Nous sommes venus, messieurs, vous remettre le cahier de revendications des mécaniciens et chauffeurs du réseau. Nous avons un mandat ferme. Quelle réponse allons-nous rapporter à nos mandants, car, enfin, vous ne nous avez rien accordé ? Je crains bien, connaissant le mécontentement qui règne parmi le personnel, que nos camarades ne prennent des résolutions énergiques et nous ne pouvons plus répondre de ce qui va se produire !

Toutes les sections se réveillent

En sortant de la direction de la Compagnie du Nord, les délégués rédigèrent des dépêches analogues qui furent adressées sur-le-champ aux secrétaires des sections du réseau. Elles contenaient, en dehors des signatures, ces seules mots : « Rien accordé ! »

C'était le mot d'ordre convenu. Dans vingt-cinq villes du Nord, hier soir, les mécaniciens se réunirent pour approuver la décision du comité secret : la cessation du travail.

Au meeting organisé par le groupe Paris-Nord, salle Pérot, 20, rue Ordener, près de la station du pont Marcadet, à Paris, M. Toffin rendit compte de la délégation. Il fournit à ses camarades les détails que nous venons d'indiquer, puis il expliqua que le comité de grève nommé par les mécaniciens avait décidé que la cessation du travail était nécessaire.

L'assemblée fut invitée à ratifier cette décision au bulletin secret. Pas un chemineot ne s'y opposa. Ce n'était d'ailleurs qu'un vote de principe, puisque le comité avait pleins pouvoirs.

D'autres orateurs prirent ensuite la parole, MM. Wayer, Picard, des mécaniciens ; Fiolet, secrétaire du groupe Paris-Nord du Syndicat national ; Leroux, Mahieu, de Lille ; Chaumartin, des chauffeurs. Tous approuvèrent la décision prise et l'union se fit entre les adhérents du Syndicat national et les mécaniciens, résolus à faire un mouvement d'ensemble : la grève générale du réseau du Nord !...

La cessation du travail serait inévitable

La Fédération des mécaniciens du Nord compte 3.000 membres qui vont être appelés à respecter la décision du comité de grève.

Le comité de grève a tout prévu, dit-il. Il a sous la main des cyclistes et des automobilistes qui, au moment inévitable, se rendront en toute hâte porter ses ordres. Les enveloppes contiendront toutes les indications concernant l'arrêt du travail. Les cheminots savent en effet que les dépêches et les lettres, lors de la dernière grève, en 1892, furent interceptées, ce qui, d'après eux, provoqua l'échec du mouvement.

Or, cette fois, d'accord avec la Syndicat national des chemins de fer, qui compte plus de 70.000 adhérents, la Fédération des mécaniciens, qui a un effectif de plus de 15.000 spécialistes, a l'intention de faire un mouvement général.

L'ordre du jour

La réunion de la salle Pérot s'est terminée, après minuit, par le vote de l'ordre du jour suivant :

Les camarades de tous les services du Nord, réunis au nombre de 1.500, salle Pérot, rue Ordener, pour entendre les délégués rendre compte de l'entrevue qu'ils ont eue avec le conseil d'administration de la Compagnie,